

COLLÈGE INTERARMÉES
DE DÉFENSE



LA RUSSIE DE POUTINE :
Un renouvellement de la politique extérieure ?

Mémoire de géopolitique
du chef d'escadron Philippe OGIER
dans le cadre du séminaire « Géopolitique de la Russie »

Directrice : Isabelle FACON
Chargée de recherche à la Fondation
pour la Recherche Stratégique

Avril 2005

La Russie de Poutine :
Un renouvellement de la politique extérieure ?

SOMMAIRE

PREMIERE PARTIE :

EN 2000, POUTINE HERITE D'UNE RUSSIE AFFAIBLIE SUR LA SCENE
INTERNATIONALE

Un héritage lourd et difficile à défendre
Un souci majeur : capitaliser sur l'ex-empire soviétique
Des coopérations en devenir

DEUXIEME PARTIE :

EN QUATRE ANS, POUTINE REEQUILIBRE ET RELANCE LA POLITIQUE
EXTERIEURE RUSSE.

Un difficile mais nécessaire rééquilibrage des outils de puissance.
Un environnement international délicat.
Le pragmatisme poutinien au service de la place mondiale de la Russie

TROISIEME PARTIE :

LORS DE SON SECOND MANDAT, POUTINE POURRA-T-IL MAINTENIR LE
CAP ?

Toujours plus d'ouverture ?
D'une Russie européenne vers une Russie asiatique ?

INTRODUCTION

Lorsque Boris Eltsine, qui fut le premier Président de la Russie indépendante, nomme en août 1999 au poste de Premier ministre puis désigne le 31 décembre de la même année comme son successeur un inconnu issu des rangs des services soviétiques de sécurité (KGB), Vladimir Poutine, la Russie est dans une position très inconfortable: la deuxième guerre en Tchétchénie s'enlise, la population est traumatisée par une série d'attentats, attribués sans preuve aux "bandits" tchéchènes. Or, en quelques semaines, Vladimir Poutine affirme son autorité à la tête de l'Etat et se forge aux yeux de la population et du monde l'image d'un homme fort, choisissant notamment la solution violente en Tchétchénie. Devenu Président par intérim dès le 1er janvier 2000, élu à la tête de l'état au printemps, il s'attelle alors à la difficile tâche du rétablissement de la place de la Russie dans le jeu international. Deux ans plus tard, le 27 décembre 2002, Igor Ivanov, ministre des affaires étrangères, salue le « renforcement du rôle de [la Russie] dans les affaires mondiales » et juge que la ligne établie par le Président Poutine depuis son élection «apporte aujourd'hui de réels résultats sur le plan du renforcement de la sécurité de la Russie, de la contribution à son développement économique et de la sauvegarde des intérêts vitaux des citoyens ».

Bien qu'en pratique, sa politique extérieure semble désormais s'exercer avec des moyens économiques et militaires limités, la Russie entend préserver son statut de puissance mondiale en s'appuyant sur deux priorités – la défense de ses intérêts économiques et le maintien dans son orbite des états issus de l'Union Soviétique.

Si en 2000 Vladimir Poutine hérite d'une Russie affaiblie sur la scène internationale, le président russe rééquilibre et relance au cours de son premier mandat la politique extérieure de son pays, et chacun se demande, à l'aube du second mandat, s'il pourra maintenir le cap.

PREMIERE PARTIE :

EN 2000, POUTINE HERITE D'UNE RUSSIE AFFAIBLIE SUR LA SCENE INTERNATIONALE.

1.1 UN HERITAGE LOURD ET DIFFICILE A DEFENDRE

En 2000, la Russie se cherche une stratégie, une place sur l'échiquier mondial. Le bilan de l'ex-URSS n'est pas encore soldé (putsch...) et Boris Eltsine n'a pas été en mesure d'insuffler de nouvelles orientations stratégiques claires et cohérentes. Coincée entre une situation intérieure exsangue, instable, et les traumatismes extérieurs liés à la fin de sa prédominance mondiale, la Russie pré-poutinienne est encore trop tournée vers son ex-empire, et n'a encore comme seule obsession qu'un hypothétique et désormais dépassé face-à-face avec les Etats-Unis et l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN).

1.1.1 Des difficultés intérieures

La première des difficultés intérieures que doit résoudre la Russie est celle de son éclatement géographique : même si la fin de l'URSS a vu les territoires gérés par Moscou passer de 22,4 millions de km² à 17,4 millions de km², les distances sont restées les mêmes : Vladivostok est toujours à 9000 km de Moscou. De ce point de vue, il est difficile de fédérer un peuple autour d'une vision stratégique simple : le Sibérien aura les yeux tournés davantage vers la Chine, tandis que les habitants de Kaliningrad regarderont naturellement l'Europe. Cet éclatement géographique a donc des conséquences en termes de développement et d'échanges économiques, de flux de populations, de partenariat politique, de coopérations régionales.¹

¹ Même si les Russes sont 120 millions sur 144 citoyens de la fédération de Russie, 134 nationalités cohabitent en Russie. Cet éclatement géographique et ethnique se concrétise également par la multitude d'entités administratives et politiques constituant la fédération de Russie : 89 circonscriptions territoriales, ou sujets, de nature et de taille différentes, se répartissent sur l'ensemble du territoire : 21 républiques, 1 région juive autonome, 10 arrondissements nationaux, 6 territoires (ou Kraï), 51 régions, auxquels s'ajoutent les deux régions urbaines de Moscou et Saint-Petersbourg.

A cet éclatement géographique s'ajoute une hétérogénéité de la classe politique. Certes la fin du parti politique unique n'a pas encore créé la diversité et la richesse attendues parmi les élites politiques, puisque les dirigeants sont pratiquement tous issus de l'ex parti communiste d'Union Soviétique (PCUS). On distingue cependant, parmi cette classe politique, quatre écoles de pensée en matière de relations extérieures :

- Les ultralibéraux : ils défendent une intégration rapide dans l'économie mondiale, quel qu'en soit le prix interne.
- Les réformateurs : ils prônent une transition plus en douceur vers un modèle équilibré entre libertés individuelles, état de droit et libre marché.
- Les traditionalistes : ils prônent l'intégration dans l'économie mondiale, mais en replaçant la Russie au cœur de son ex aire d'influence, ce qui lui permettrait de recouvrer tout son honneur.
- Les conservateurs : ces derniers s'appuient sur la nostalgie de la grandeur passée et ont encore une certaine influence, confortée par les difficultés sociales du pays. Leur modèle reste celui de l'ex URSS et de son empire, y compris dans le domaine de la politique extérieure.

Cette hétérogénéité politique nuit évidemment à l'élaboration d'une ligne stratégique claire et cohérente, car les membres de ces clans constituent autant de forces centrifuges. Enfin, un facteur constitutionnel provoque lui aussi un affaiblissement de la politique extérieure : les responsabilités en sont diffuses, trop ou mal réparties. La politique étrangère est ainsi partagée entre le président, le ministre des affaires étrangères, le ministre de la défense, mais également le parlement et le conseil de sécurité. Selon la constitution de 1993, le président élabore l'orientation de la politique étrangère, en exerce la direction, conduit les négociations et signe les traités internationaux. Il est le commandant en chef suprême des forces armées et préside le conseil de sécurité. Le ministère des Affaires Etrangères, ou MID, tient quant à lui toujours une place centrale dans la définition et la mise en œuvre de cette politique. Mais il doit également composer avec le très influent et très conservateur ministère de la Défense, dont la volonté de défendre « à tout prix » le statut de la Russie et des Russes dans l'étranger proche crée souvent des tensions entre ces deux institutions. Le Conseil de sécurité créée en 1992 par Boris Eltsine est censé avoir une fonction de coordination entre les acteurs de la politique étrangère, mais son action est souvent restreinte par les luttes internes ou avec les autres

intervenants. Enfin le Parlement approuve ou non les traités, mais représente surtout le lieu d'affrontement idéologique entre porte-parole des différentes tendances.

La stratégie de la Russie, sa mise en œuvre, sont donc l'objet de luttes d'influence, de rivalités, entre hommes et clans dont les objectifs sont au mieux différents, au pire divergents.

1.1.2 Des traumatismes extérieurs.

Ces difficultés intérieures, structurelles ou conjoncturelles, ont des répercussions à l'extérieur, d'autant que le contexte géopolitique mondial à la fin des années 90 est en pleine évolution. La Russie affaiblie subit ainsi plusieurs traumatismes successifs dus à l'OTAN. Cette organisation non seulement établit un nouveau concept stratégique mais mène une campagne au Kosovo et en Serbie, contre un peuple slave.

La Russie s'est pourtant rapprochée de l'OTAN tout au long des années 90 : elle a adhéré au partenariat pour la paix dès 1994, comme la plupart des autres pays de la Communauté des Etats Indépendants (CEI), et s'est engagée dans un partenariat stratégique avec l'organisation Atlantique. L'acte fondateur en a été signé à Paris en 1997: les deux parties ne se reconnaissent plus comme adversaires, un mécanisme de consultation et de coopération est mis en place, l'OTAN s'engage à ne pas installer d'armes nucléaires ni de troupes dans les nouveaux états membres. La Russie peut devenir contributeur de troupes, et s'engage dans une logique de coopération dans les domaines de la défense et des sciences (terrorisme, Armes de Destruction Massive, défense anti-missile,...). La Russie attend de ce partenariat une aide pour la réforme de son appareil de défense mais les moyens financiers limités de l'OTAN limitent cette coopération.

Mais 1999 voit l'adhésion de la Pologne, la Hongrie et de la République Tchèque, ainsi que l'adoption lors du sommet de Washington du nouveau concept stratégique de l'OTAN : l'organisation transforme la notion de « sécurité de Vancouver à Vladivostok », avec des forces nombreuses lourdes et statiques, appliquée durant la guerre froide et désormais caduque, par celle de « sécurité de la zone euro-atlantique », mettant en œuvre des Groupements de Forces Interarmées Multinationales (GFIM), projetables, moins nombreux mais mieux équipés contre toute attaque « d'où qu'elle vienne ». Ce concept induit un élargissement de la zone de responsabilité de l'Alliance au-delà des limites jusque là admises. La Russie y voit alors une possible ingérence de l'Occident dans les affaires caucasiennes, d'autant que des états comme la Géorgie se

tournent déjà vers l'OTAN. L'adoption et la mise en œuvre de ce concept montrent l'incapacité de la Russie à imposer son point de vue sur un système de sécurité européen qu'elle voudrait basé sur l'Organisation de la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE).

L'année 1999 voit une autre raison de remettre en cause ces relations OTAN-Russie, avec le face-à-face le plus tendu depuis plusieurs décennies : la crise du Kosovo, les bombardements aériens de Belgrade, l'intervention terrestre de la coalition occidentale sont un revers majeur pour la Russie slave. Malgré l'envoi d'un bataillon parachutiste à Pristina, elle est incapable de défendre un peuple frère. La Russie se sent véritablement évincée de sa propre aire d'influence, mais est bien obligée de reconnaître son impuissance à défendre un allié. Cette situation suscite cet aveu d'impuissance du député libéral de la Douma Alekseï Arbatov: « Cette union prévoyant des obligations d'assistance mutuelle en matière de défense, la Russie devrait, immédiatement après la ratification du traité, entrer en guerre contre l'OTAN. Mais comme il n'y a pas d'accès à la zone du conflit, il faudrait se frayer un passage l'arme au poing. Ou bien engager des actes offensifs contre l'OTAN sur d'autres théâtres, alors que nous accusons un retard énorme pour ce qui est des forces conventionnelles et que nous sommes en retrait sur le plan de l'arsenal stratégique [...]. L'agitation pseudo patriotique des politiciens pousse les militaires à un aventurisme déraisonnable ».¹

En 2000 la politique extérieure russe est donc encore empreinte d'une obsession bilatérale (l'OTAN et à travers elle les Etats-Unis) mais est en train de mesurer concrètement, à travers la crise du Kosovo et le nouveau concept stratégique de l'OTAN, la perte de sa puissance.

1.2 UN SOUCI MAJEUR : CAPITALISER SUR L'EX-EMPIRE SOVIETIQUE

La décennie 90, qui correspond aux années Eltsine, est une période instable pour l'ex-URSS. La période qui suit la Perestroïka et l'effondrement de l'Union Soviétique voit les dirigeants du moment tenter de sauver ce qui peut l'être de la grandeur passée, tout en évitant une implosion généralisée de leur propre pays, mais aussi de l'ensemble de la région, de la Mer Noire au fleuve Amour: la Russie adopte un concept de sécurité nationale et propose aux Nouveaux Etats Indépendants (NEI) d'adhérer à un pacte

¹ Nezavisimaïa Gazeta, 16 avril 1999.

politique, sécuritaire ou économique. Elle espère ainsi demeurer l'élément clé et stabilisateur de la région.

1.2.1 Le concept de sécurité nationale

Le concept de sécurité nationale adopté en 1997 sous l'aire Eltsine, à une époque où la Russie se positionne dans une optique de rapprochement avec l'occident (c'est l'année du partenariat stratégique avec l'OTAN), définit les menaces comme essentiellement internes, « concentrées dans les domaines de la politique intérieure, économique, social, écologique, de l'information et spirituel »¹. Ce souci de sécurité intérieure, ou cette peur de l'intérieur, se comprennent parfaitement dans la Russie des années 90 : nous avons vu précédemment les forces politiques endogènes qui pourraient mettre en péril le fragile équilibre post-URSS. N'oublions pas non plus que Boris Eltsine a eu à faire face en août 1991 à une tentative de putsch. Enfin, même s'il faudrait davantage parler de menaces extérieures que de menaces internes au sujet des nouveaux états indépendants, les Russes estiment avoir une vocation naturelle à exercer le leadership régional sur cet étranger proche. Or, les facteurs déstabilisants en provenance de ces états sont multiples : conflits ethniques, trafics de drogue, de blanchiment d'argent, d'armes, terrorisme. Ces facteurs de crise, en se disséminant vers la Russie à travers des frontières poreuses, expliquent que les Russes puissent les ressentir comme des menaces « internes ». Pour les contrer, les Russes vont tenter de créer des organismes afin de stabiliser et sécuriser leurs relations internes et régionales.

1.2.2 La CEI

Le premier de ces organismes est la CEI : créée en 1992, elle comprend douze pays², soit 280 millions d'habitants dont 142 millions de citoyens russes (ou Russiens) et 16 millions de Russes disséminés dans les onze autres états. Il s'agissait, originellement, d'une organisation politique qui aurait dû créer une ceinture de sécurité autour de la Russie, afin de prévenir tout vide politique, et transformer ces nouveaux états de l'« étranger proche » en zones d'influence au sein desquelles la prééminence militaire russe aurait été établie. En 2000, cette organisation est demeurée peu structurée, peu

¹ Texte intégral in *Krasnaïa Zvezda*, 27 décembre 1997

² La CEI comprend la Fédération de Russie, l'Ukraine, la Biélorussie, la Moldavie, la Géorgie, l'Arménie, l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, le Turkménistan, le Tadjikistan, le Kirghizistan. Les trois états baltes ont quitté la Communauté.

contraignante, comme une grosse coquille vide. Sur 886 documents signés, seul 130 ont réellement été mis en œuvre. Pire, la création du GOUAM¹ en 1997 montre le risque d'un isolement relatif de la Russie y compris vis-à-vis des Nouveaux Etats Indépendants. Bien que n'étant officiellement dirigé contre aucun tiers, le GOUAM regroupe les états parmi les plus hostiles au projet d'intégration de la CEI et dont les intérêts sont en contradiction flagrante avec les intérêts russes. Ces pays promeuvent en effet la mise en place de réseaux de communication contournant le territoire russe dans l'axe Caspienne-Mer Noire, et ont engagé une coopération renforcée avec l'OTAN dans le cadre du partenariat pour la Paix. Cette demande est d'ailleurs soutenue par les Etats-Unis.

1.2.3 Le Traité de Tachkent

Dès 1992 apparaît la nécessité de créer un organisme différent de la CEI, davantage axé sur les problèmes de sécurité collective. C'est ainsi que le Traité de Tachkent est signé par sept membres puis neuf en 1993². Son but principal a été de répartir les anciens arsenaux et les forces soviétiques dans le cadre du traité sur les Forces Conventionnelles en Europe signé en 1990, et de garder les frontières extérieures de la CEI. C'est ainsi que les 19 000 soldats russes de la 201^{ème} division de fusiliers motorisés de l'armée russe sont déployés le long de la frontière entre le Tadjikistan et l'Afghanistan. Mais en 1999 l'Azerbaïdjan, l'Ouzbékistan et la Géorgie se retirent du traité : des conseillers militaires américains arrivent en Géorgie, et une base américaine de 2000 soldats américains s'installe à Khanabad en Ouzbékistan. Ce même état signe un accord avec la Turquie afin de lutter contre le crime organisé, le terrorisme ou la lutte contre le trafic de drogue. On ne peut dire que ce traité de Tachkent constitue à la fin des années 1990 un système de sécurité cohérent et crédible.

En 2000, le bilan des organisations politique, sécuritaire, économique, créées par la Russie au niveau régional est donc faible : elle n'a pas su fédérer les Nouveaux Etats Indépendants autour d'un projet cohérent. Lorsque Vladimir Poutine accède au pouvoir, le risque existe de voir les forces centrifuges l'emporter.

¹ Association informelle créée en 1997 par la Géorgie, l'Ukraine, l'Azerbaïdjan et la Moldavie auxquels s'est joint l'Ouzbékistan en 1999.

² Russie, Biélorussie, Kazakhstan, Kirghizistan, Tadjikistan, Ouzbékistan, Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie.

Le scénario joué dépendra sans doute de la capacité du successeur de Boris Eltsine à s'imposer face aux forces politiques internes.

1.3 DES COOPERATIONS EN DEVENIR : EUROPE, ATLANTIQUE, ASIE

1.3.1 L'Union Européenne.

Les relations euro russes sont fondées sur l'Accord de partenariat et de coopération de 1994 et sur la stratégie commune de l'Union européenne, adoptée en 1999. Les objectifs principaux à la base de ces documents sont la consolidation de la démocratie, l'intégration de la Russie dans un espace économique et social commun et dans le système international, la coopération pour la stabilité et la sécurité en Europe. Les intérêts communs entre l'Europe et la Russie sont en effet considérables, que ce soit sur les grands dossiers internationaux ou sur des préoccupations de sécurité concernant plus spécifiquement le continent : stabilisation des zones de conflit, lutte contre le terrorisme et lutte contre les trafics illicites, la criminalité transnationale organisée et l'immigration irrégulière. Les résultats concrets obtenus au-delà des déclarations d'intention ont été maigres. Tout se passe comme si les deux puissances s'ignoraient poliment : l'Union Européenne s'intéresse beaucoup aux pays de l'ex-Pacte de Varsovie candidats à l'entrée dans l'Union, mais agit comme si la Russie n'était pas, elle aussi, un nouveau partenaire à considérer avec intérêt.

1.3.2 L'Atlantique

Les relations bilatérales russo-américaines sont quant à elles très marquées par les quarante années de Guerre Froide : on peut dire qu'à la fin des années 90 le comportement des acteurs de la politique extérieure russe est encore empreint d'une véritable « obsession américaine ». Il s'agit de marquer l'ennemi d'hier, de s'identifier à lui. Cette obsession s'inscrit dans la nostalgie des conservateurs de la grandeur passée, et permet à la Russie d'exister encore sur la scène mondiale, grâce à un statut de puissance égale à la puissance américaine.

Cependant un dialogue s'instaure par l'intermédiaire de l'OTAN. L'Acte fondateur sur les relations, la coopération et la sécurité mutuelles entre l'OTAN et la Fédération de Russie est signé à Paris le 27 mai 1997 par le président Eltsine, le secrétaire général de

l'OTAN et les seize chefs d'Etat et de gouvernement de l'Alliance¹. Un mécanisme de consultation et de coopération est donc mis en place, envisageant même une participation à des opérations de façon conjointe, et le partage de certaines informations en matière de terrorisme, d'armes de destruction massive, de défense anti-missiles. Par ailleurs, l'OTAN s'engage à ne pas installer d'armes nucléaires ni de troupes sur le sol des nouveaux états membres. La Russie attendait de ce partenariat une aide pour la réforme de son outil de défense, voie dans laquelle l'OTAN ne s'est pas engagée. A contrario, l'OTAN n'a jamais pu parvenir à une coopération satisfaisante en matière d'interopérabilité, alors que la Russie était membre du Partenariat pour la Paix depuis 1994.

Marqué par quarante années de relations conflictuelles, le difficile rapprochement entre la Russie, les Etats-Unis et l'OTAN se heurte dès 1999, moins de deux ans après la signature de l'Acte Fondateur, à la crise du Kosovo, au nouveau concept stratégique et à l'élargissement de l'OTAN. Lorsque Vladimir Poutine arrive au pouvoir, ces relations sont donc encore peu développées et tendues.

1.3.3 L'Asie.

Nous avons vu précédemment que la CEI est comme une coquille vide peu structurée et peu contraignante, sans réalisations ni succès probants. Un autre volet développé en parallèle de la CEI est celui d'une union économique : créée en 1996, la Communauté Economique Eurasiatique comporte cinq des douze membres de la CEI². Elle se veut une union douanière qui faciliterait la circulation des marchandises entre états. Pour elle aussi, les résultats sont peu marqués.

Le groupe de Shanghai est lui aussi créé en 1996 et comprend outre la Chine et la Russie, le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan : il s'agit alors de démilitariser les frontières communes afin de promouvoir la sécurité régionale. Ce groupe se réunit annuellement, et se veut également un forum de contrepoids sino-russe à la toute puissance américaine. C'est ainsi que des positions communes sont adoptées lors de la

¹ « L'OTAN et la Russie ne se considèrent pas comme adversaires. Elles ont pour objectif commun d'éliminer les vestiges de la confrontation et de la rivalité, et d'accroître la confiance mutuelle et la coopération. » Acte fondateur sur les relations, la coopération et la sécurité mutuelles entre l'OTAN et la Fédération de Russie, Paris, 27 mai 1997.

² La Communauté Economique Eurasiatique est composée de la Russie, la Biélorussie, le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan.

crise du Kosovo. La Russie devient également exportateur d'armement vers la Chine¹ et décide en 1997 de créer un partenariat stratégique avec elle : La « déclaration russo-chinoise pour un monde multipolaire et l'établissement d'un nouvel ordre international » est signée à Moscou le 23 avril 1997 par MM. Boris Eltsine et Jiang Zemin.

¹ Au cours des années 90, un quart des exportations russes d'armement se fait en direction de la Chine, soit six milliards de Dollars de 1991 à 1997. D'autre part, avec 5,2 milliards de Dollars d'échanges, la Chine a détrôné le Japon en 1997 comme premier client asiatique de la Russie.

DEUXIEME PARTIE :

EN QUATRE ANS, POUTINE REEQUILIBRE ET RELANCE LA POLITIQUE EXTERIEURE RUSSE.

Premier ministre en décembre 1999, élu président de la fédération de Russie le 26 mars 2000, Vladimir Poutine tente, dès son accession au pouvoir, de rassembler les atouts de la Russie afin de créer les bases d'un renouveau stratégique. En s'appuyant sur l'aire d'influence historique et naturelle de son pays, il amorce un rééquilibrage des outils de puissance, et, malgré quelques nouveaux traumatismes, son pragmatisme stratégique permet à la Russie de demeurer une puissance politique à l'échelle mondiale. Le président russe redéfinit pour cela les concepts et doctrines de sécurité, et tente de créer une dynamique autour d'organisations préexistantes ou nouvellement créées comme la CEI, le traité de Tachkent, ou la Communauté économique eurasiatique.

2.1 UN DIFFICILE MAIS NECESSAIRE REEQUILIBRAGE DES OUTILS DE PUISSANCE.

Vladimir Poutine tente dès son arrivée au pouvoir de modifier les outils de la puissance russe: après avoir promulgué un nouveau concept stratégique dès 2000, il peine, comme ses prédécesseurs, à convaincre l'appareil d'état que cette puissance doit désormais passer non par une puissance militaire uniquement, mais aussi et surtout par un lien étroit entre l'économie et la diplomatie.

2.1.1 Un appareil de sécurité toujours influent.

Dès janvier 2000, un nouveau concept de sécurité nationale est promulgué¹. Celui-ci, moins d'un an après la crise du Kosovo et le nouveau concept stratégique de l'OTAN, pointe désormais les menaces extérieures comme prééminentes : « Les menaces principales dans la sphère internationale contre la sécurité nationale de la fédération de Russie sont (...) le renforcement de blocs et alliances militaro-politiques, en premier lieu l'élargissement de l'OTAN à l'est ; (...) l'affaiblissement des processus d'intégration dans la CEI ; (...) l'apparition et l'escalade de conflits près des frontières d'état de la Fédération

¹ Décret présidentiel n°24, 10 janvier 2000

de Russie et des frontières extérieures des états membres de la CEI »¹. Sans toutefois rompre avec l'OTAN, Poutine met d'emblée en application ce concept : la reconquête du leadership russe doit s'appuyer autant sur une remise en ordre intérieure², que sur une solide assise régionale. C'est pourquoi Poutine essaie de relancer le processus d'intégration au sein d'organismes politiques ou économiques régionaux. Ainsi il relance le traité de Tachkent en faisant accepter par ses partenaires en 2001 la mise sur pieds de forces collectives d'intervention rapides stationnées en Biélorussie, au Kirghizistan, en Arménie. Une étude des chiffres bruts semble éloquent : le volume de production de l'industrie de défense représente en 1997 moins de 10% de son niveau de 1991³, et la recherche et développement n'est financée qu'à 4,5% des prévisions en 1997. Le complexe militaro-industriel a pourtant cherché à se restructurer, en créant des complexes intégrés orientés vers les technologies duales et les exportations. Mais pour des raisons structurelles et sans doute culturelles, mais surtout financières (les commandes d'état sont devenues quasi-nulles, le rythme de renouvellement des matériels est de 1% par an alors que ce taux devrait être de 6 à 7%), ces changements indispensables ont été peu efficaces. Plus de 80% de la production d'armement russe dépend en 1996 des marchés d'exportation, essentiellement vers l'Inde et la Chine pour plus de 50%. L'arrivée de Poutine au pouvoir est marquée par le drame du sous-marin Kourssk en août 2000 dont les causes sont restées mal connues mais qui a révélé la vétusté de certains équipements. L'échec d'un tir de missile stratégique en présence du chef de l'état ajoute à cette impression : le complexe militaro-industriel a perdu certains de ses savoir-faire. Poutine relance l'acquisition d'équipements, certes modestement, mais l'objectif est fixé de diminuer la part du maintien en état des matériels de 75% à 50% du budget. Les dépenses de défense sont fixées à 3,5% du PIB (elles étaient estimées à plus de 50% sous l'ère soviétique). Il est difficile de parler d'un succès dans ce domaine, car le manque d'entretien des matériels rend parfois les forces inopérables, comme c'est le cas de certains sous-marins ou avions. En 2002, seules 500 firmes de défense sur 1700 sont rentables. Les réformes sont donc restées

¹ Ibid.

² C'est ainsi que sont également promulguées une nouvelle doctrine et une réforme militaires (nov.2000), une doctrine de sécurité de l'information (juin 2000), une doctrine navale.

³ Nezavimimoe Voennoe Obozreniie, 31 juillet-6août 1998, p.3, cité dans La politique de sécurité de la Russie p. 113

inachevées. Cette question du déclin du complexe militaro-industriel cristallise bien sûr toutes les rancœurs et les tensions entre libéraux et traditionalistes.

Les forces armées, quant à elles, après avoir eu à leur tête trois ministres de la défense sous l'ère Eltsine, n'ont pas encore atteint l'objectif escompté. Là aussi, les mentalités ont été trop rigides, et certains en sont encore à préparer un conflit massif contre l'Occident. Dès 2000, et afin de mettre en œuvre le nouveau concept de sécurité nationale, Poutine remercie Igor Sergeev et nomme Serguei Ivanov président du conseil de sécurité et ministre de la défense. Ancien général du KGB, donc bien connu de Poutine, Ivanov a pour mission de réformer les forces armées et de les adapter aux nouvelles menaces en fonction des contraintes économiques, ce qui constitue une véritable révolution culturelle dans cette institution. Le projet consiste entre autres à diminuer le nombre des personnels militaires (répartis dans onze ministères) de 600 000 personnes, dont 360 000 dans les forces armées, ce qui représente un quart de leurs effectifs, et devrait les amener à 850 000 personnes contre 1 200 000. Comme pour l'industrie d'armement le bilan est mitigé : les effectifs des forces armées n'ont pas diminué dans les proportions voulues, elles sont toujours mal proportionnées avec un excédent attendu en 2006 de 250 généraux et 3000 colonels¹, et un manque de sous-officiers et d'officiers subalternes. Les problèmes sociaux y sont criants, puisque l'on estimait en 2001 que près de la moitié des familles de militaires vivait sous le seuil de pauvreté².

Il est difficile de savoir si l'augmentation de 45% du budget de la défense prévue en 2003 est, dans ce contexte, une victoire ou une défaite pour Poutine et sa volonté de réformer l'outil de défense : relance et modernisation grâce à l'amélioration des conditions économiques, ou capitulation devant le lobby militaro-industriel ? Il est encore tôt pour le savoir. D'une manière générale, l'influence des hommes d'appareil (armée, police, renseignement) que l'on nomme désormais les « Siloviki » demeure marquante, et difficile à contourner.

2.1.2 Une carte maîtresse : la diplomatie de l'énergie.

Malgré cette difficulté à réformer l'appareil d'état, Poutine poursuit son rééquilibrage des outils de la puissance russe : il s'agit de ne plus tout fonder sur une puissance militaire en

¹Vadim Soloviev, La réforme militaire en Russie, in Stratégie russe pour le XXIème siècle, revue générale de stratégie, été-automne 2002, p. 68.

² Ibid.

partie obsolète ou inefficace dans la gestion de crises, mais d'asseoir la stratégie de la Russie sur d'autres fondamentaux, d'autres atouts, parmi lesquels figure la puissance que confèrent les ressources énergétiques du sous-sol, et le potentiel en terme de débouché que représente le marché intérieur russe.

Ce potentiel économique est en effet prometteur : le produit intérieur brut de la Russie a crû de 4 à 9 % par an depuis 1999 soit +40% depuis 1998¹ ! De plus, l'état fédéral russe est solvable, car son budget est excédentaire, la situation politique semble consolidée, tandis que le Rouble, après sa dévaluation de 1998², est resté stable. Ces facteurs sont autant d'éléments positifs pour les investisseurs ou les partenaires commerciaux éventuels.

Mais l'atout essentiel de la Russie réside bien sûr dans ses réserves en hydrocarbures. Avec 9% des réserves mondiales, ou 45% des réserves prouvées hors OPEP et Etats-Unis, la Russie dispose de 37 années de réserves de production 2001. Elle est devenue un des tout premiers acteurs mondiaux de l'énergie fossile, le septième exportateur mondial. Alors qu'à partir de la seconde guerre d'Irak en 2003, le monde comprend que la géopolitique du pétrole pourrait être redessinée dans les années à venir, alors que la flambée des cours du baril de pétrole brut à partir de 2004 montre l'enjeu stratégique de cette ressource, Vladimir Poutine comprend que cette richesse peut redonner à la Russie une place de Grand, au même titre par exemple que son arsenal nucléaire. Il s'en sert alors comme d'un outil au service de la puissance russe. C'est ainsi que 20% des hydrocarbures de l'Union Européenne proviennent de Russie, mais surtout que les Etats-Unis ont signé un partenariat énergétique avec l'ex-empire : la part de la Russie dans les importations américaines devrait passer de 1 à 13 % d'ici 2010, et un port en eaux profondes pourrait être construit en coopération à Mourmansk. La Russie se pose donc en partenaire incontournable des Occidentaux : elle ne s'impose plus dans le débat géopolitique mondial par la crainte qu'elle suscite, mais parce qu'elle pourrait devenir indispensable aux pays développés. Sous réserve de résoudre les problèmes d'évacuation du pétrole à travers le Caucase et vers l'Océan Indien et l'Asie, la Russie pourrait devenir avant les vingt prochaines années un acteur essentiel et incontournable du secteur des hydrocarbures.

Malgré un appareil de sécurité toujours influent, Poutine montre donc dès son arrivée une volonté de réformer son outil de défense et de miser sur des atouts énergétiques pour

¹ Jacques SAPIR, séminaire de la Fondation pour la Recherche Stratégique, Maison de la Chimie, Paris, mars 2005.

² En août 1998, le Rouble a perdu 70% de sa valeur.

affirmer la nouvelle puissance diplomatique de la Russie. Pourtant le contexte ne lui a pas été favorable.

2.2 UN ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL DELICAT.

Les débuts du mandat présidentiel de Vladimir Poutine s'inscrivent en effet dans un contexte délicat : comme durant les années Eltsine, certains rapprochements, certaines tentatives de la Russie de développer des coopérations sont soumis à l'épreuve des faits. Or ceux-ci s'avèrent encore difficiles à accepter, à assimiler pour la Russie : au début des années 2000, l'Europe et l'OTAN s'élargissent vers l'Est avec l'adhésion d'ex-membres du Pacte de Varsovie, et les Etats-Unis se retirent unilatéralement du traité ABM.

2.2.1 L'élargissement de l'Union Européenne.

L'élargissement de 15 à 25 de l'Union Européenne en mai 2004, et en particulier l'adhésion des trois pays baltes cristallise tous les états d'âme et ressentiments russes à l'égard de cette recomposition majeure du continent européen. Les griefs exprimés à l'encontre de ces trois ex-membres de l'URSS sont multiples, mais le plus important d'entre eux concerne le sort réservé aux minorités russophones en Estonie et en Lettonie¹, sur le plan de l'accès à la citoyenneté et du statut de la langue russe et de l'enseignement russe. Le processus de naturalisation se déroule lentement dans ces deux pays, laissant subsister, surtout en Lettonie, une forte minorité de « non-citoyens », dépourvus de droits politiques. L'un des obstacles majeurs pour les candidats à la naturalisation est celui de la langue, que beaucoup ne maîtrisent pas, mais inversement, la généralisation du letton ou de l'estonien comme langue d'enseignement ou langue officielle pour les démarches administratives est ressentie comme une « dé-russification » de la population.

Les autorités russes considèrent qu'il appartient à l'Union européenne de faire respecter, dans ses états-membres, le principe de protection des minorités. De fait, le statut des minorités constitue l'un des éléments des « critères de Copenhague » établis en vue de l'admission de nouveaux membres dans l'Union. Cette dernière a jugé que l'adoption par les pays baltes de textes législatifs appropriés, ainsi que leur mise en oeuvre, étaient

¹ La minorité russophone représente 28% de la population de l'Estonie, 40% de celle de la Lettonie, et 6% de celle de la Lituanie.

satisfaisantes. Bien qu'elles reconnaissent la persistance de certaines difficultés, tout comme d'ailleurs dans d'autres nouveaux pays membres, les autorités européennes portent une appréciation positive sur la stratégie adoptée par les pays baltes en vue d'intégrer les minorités russophones. Un même constat est effectué par d'autres organisations en charge des droits de l'homme, comme le Conseil de l'Europe et l'OSCE.

L'élargissement de l'Union Européenne pose également le problème de l'enclave de Kaliningrad : territoire russe coincé entre Pologne et Lituanie, elle n'est plus accessible que pour les Russes munis d'un visa. Depuis l'extension à l'est de l'Union, le territoire russe est donc devenu discontinu. Cette contrainte accentue le malaise dû à l'entrée des états baltes¹. Un apaisement est cependant intervenu en avril 2004 grâce à une déclaration commune : les procédures douanières et de visas sont simplifiées.

2.2.2 L'élargissement de l'OTAN.

Dès 1997, dans le cadre de l'Acte fondateur OTAN-Russie, les deux parties avaient déclaré qu'elles ne se considéraient plus comme des adversaires et avaient établi des mécanismes de consultation et de coopération. Alors que venait de se produire le premier élargissement, avec l'adhésion de la Hongrie, de la Pologne et de la République tchèque en 1999, l'OTAN s'était engagée à ne pas déployer d'armes nucléaires sur le territoire des nouveaux pays membres. Elle avait par ailleurs précisé qu'elle privilégierait l'intégration des capacités militaires des nouveaux pays membres dans le système de défense allié, en renforçant l'interopérabilité, de préférence au stationnement permanent dans ces pays de forces de combat supplémentaires. Ces principes ont été réaffirmés en 2002, alors que s'engageait la deuxième vague d'élargissement. L'élargissement de l'OTAN à 26 membres en mai 2004 marque indéniablement pour les Russes l'arrivée de l' « ennemi » aux frontières. S'ajoutant aux traumatismes de 1999 – guerre du Kosovo et nouveau concept stratégique de l'OTAN – cet élargissement crée deux problèmes supplémentaires. D'une part Washington pourrait envisager de repositionner des troupes en Europe, en transférant une partie du contingent stationné en Allemagne vers d'autres pays membres plus à l'est, et installer des troupes dans des pays d'Asie Centrale dans le cadre de la lutte contre le terrorisme et des interventions « hors zone ». Les Russes voient ainsi se mettre en place une tenaille autour de leur territoire. D'autre part l'entrée en vigueur de l'accord

¹ La Russie a remis à la Commission européenne au début de l'année 2004 une liste de 14 préoccupations à ce sujet.

d'adaptation du traité sur les forces conventionnelles en Europe (FCE), signé en novembre 1999, pose problème. Conclu en 1990 en vue d'établir un équilibre et une réduction des principaux équipements militaires en Europe, le traité FCE, initialement conçu dans le contexte de la guerre froide, a été adapté pour tenir compte de l'évolution politique du continent, chaque pays étant soumis à un plafond national. Moscou souligne que quatre nouveaux membres de l'OTAN – la Slovaquie et surtout les trois Etats baltes – n'ont toujours pas adhéré à ce traité. Elle considère qu'il y a là une brèche dans l'architecture de maîtrise des armements et de sécurité en Europe, rien n'empêchant théoriquement l'Alliance atlantique de procéder à des concentrations de troupes ou de matériels dans les pays baltes, à proximité de la frontière russe. Les pays baltes n'envisagent pas d'adhérer au traité FCE avant son entrée en vigueur, elle même conditionnée par les pays membres de l'OTAN au respect par Moscou des engagements souscrits au sommet de l'OSCE d'Istanbul, en novembre 1999, en marge de la signature du traité adapté. Ces engagements portent sur l'évacuation des bases militaires russes en Géorgie et en Moldavie. Or ces engagements n'ont pas été respectés¹. En juin 2004 la Roumanie a cependant ratifié le traité FCE adapté, tandis que le secrétaire général de l'OTAN en visite à Moscou au début de 2004 a indiqué que les pays baltes rejoindraient le traité FCE.

Si l'on ajoute à ces élargissements le retrait unilatéral des Etats-Unis du traité ABM, on comprend que la conjoncture internationale n'ait pas été favorable à Vladimir Poutine, aussi bien en interne qu'en externe.

2.3 LE PRAGMATISME POUTINIEN AU SERVICE DE LA PLACE MONDIALE DE LA RUSSIE

Le maître mot de Vladimir Poutine, en matière de politique extérieure, est indéniablement pragmatisme. Le président russe montre en effet, à chaque fois qu'il engage des discussions ou qu'il traite avec un autre état, la volonté d'utiliser les points forts de son pays, mais sans jamais avoir un objectif qui soit disproportionné aux moyens. Il s'agit de capitaliser sur des acquis, des points forts, en s'appuyant si possible sur l'atout énergétique. Fort de ces principes simples, l'approche russe des relations internationales passe du concept de multipolarité à celui de multivectorialité, et Poutine se lance à la reconquête

¹ En Géorgie, sur quatre bases russes, seule celle de Vaziani a été évacuée. En Moldavie, 1400 soldats russes demeurent stationnés en Transnistrie.

d'une place sur la scène internationale en cessant la politique de la chaise vide qu'avait pratiquée Boris Eltsine et en menant des initiatives tous azimuts.

2.3.1 De la multipolarité à la multivectorialité.

Nous avons vu précédemment que la Russie vivait encore sous l'ère Eltsine avec une obsession américaine très marquée, accentuée par la crise de 1999. La volonté de soutenir le face-à-face avec les Etats-Unis, de lutter contre l'émergence d'un monde unipolaire mené par la superpuissance américaine, les efforts diplomatiques visant à contrecarrer l'hégémonie de l'Oncle Sam forment le concept de multipolarité. Dès son arrivée au pouvoir, Poutine tente de « dédramatiser » la relation russo-américaine en imposant à sa diplomatie de considérer les Etats-Unis comme un partenaire parmi d'autres. Igor Ivanov, ministre des affaires étrangères, définit donc la multivectorialité comme une politique dans laquelle les différentes orientations géographiques et priorités ne se contredisent pas mais se complètent. La politique extérieure doit permettre avant tout à la Russie de défendre ses intérêts propres, et non de s'opposer systématiquement aux Etats-Unis. Cette approche nouvelle implique que la Russie prenne, ou reprenne, toute sa place dans le concert des nations.

2.3.2 La fin de la politique de la chaise vide.

Il s'agit donc pour la Russie, dans un premier temps, de marquer sa place au niveau international. A cet effet, la Russie entend désormais cesser d'exercer la politique de la chaise vide qui a caractérisé l'ère Eltsine. Ce retour dans le jeu mondial est à la fois provoqué par la Russie elle-même, mais également facilité par les événements mondiaux.

C'est ainsi que la Russie entend montrer qu'elle est encore une grande puissance militaire et nucléaire, en faisant état de ses cinq mille têtes nucléaires stratégiques et de ses trois mille têtes nucléaires tactiques encore opérationnelles. Même si le début du règne de Poutine a été marqué par des échecs retentissants (naufrage du Kourssk et échec d'un tir de missile), le nouveau président russe entend asseoir la puissance russe sur des atouts avérés ; l'outil militaire en est un toujours reconnu.

La Russie entend également reprendre toute sa place dans les institutions internationales. C'est ainsi qu'au conseil de sécurité à l'Organisation des Nations Unies, elle décide de se repositionner : le 21 avril 2004, pour la première fois depuis dix ans, elle oppose son veto à un projet de résolution américano-britannique portant sur la réunification de Chypre. Le symbole réside bien sûr non pas sur le projet lui-même, mais bien sur l'affirmation de la

volonté de la Russie de tenir pleinement sa place. Le 11 septembre 2001, l'émergence d'Al Qaïda replace lui aussi la Russie dans le jeu mondial : par son « expérience » de ce type de menace terroriste islamiste, héritée du conflit tchéchène, par sa position géographique frontalière de l'Asie Centrale, la Russie se trouve replacée au cœur de la nouvelle problématique et devient un partenaire de choix pour les Etats-Unis. En contrepartie, la Russie comprend l'avantage qu'elle peut tirer de la nouvelle donne : en devenant un partenaire privilégié des Etats-Unis, en les autorisant à prendre pied en Asie Centrale pour mieux frapper les Talibans en Afghanistan, elle espère être mieux comprise dans sa façon d'aborder le difficile règlement du conflit tchéchène. Vladimir Poutine a l'intelligence de comprendre les ressorts culturels de George W. Bush en matière religieuse et en use, même si la façon russe de régler les prises d'otages des extrémistes au théâtre de Moscou ou à Beslan a posé problème en Occident. La Russie s'est également repositionnée dans les organisations régionales en devenant membre du quartet¹ pour le règlement du conflit israélo-palestinien, ou en assumant son rôle de partenaire privilégié de l'Union Européenne et en acceptant d'élargir cette relation économique à une relation politique.

Le premier mandat de Vladimir Poutine correspond donc à l'émergence d'une Russie décomplexée, prenant toute sa place dans le concert international par la simple mais parfois ferme affirmation de sa présence.

2.3.3 Des initiatives tous azimuts.

Si la Russie d'un côté reprend toute sa place dans les organisations ou les coopérations internationales déjà existantes, elle va encore plus loin en lançant des initiatives tous azimuts vers de nouveaux ou d'anciens partenaires. C'est ainsi qu'elle est candidate à l'adhésion à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), à l'Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE), à l'Organisation de la Conférence Islamique (OCI), et qu'elle est devenue membre du G8 en 2002. Elle devrait d'ailleurs présider cette organisation en 2006. Par ailleurs, la Russie a ratifié le 22 octobre 2004 le protocole de Kyoto, permettant l'entrée en vigueur de celui-ci en février 2005.

Au sein de la CEI, Moscou montre une nette volonté de développer un espace économique, politique et sécuritaire commun. C'est ainsi que le Traité de Sécurité Collective crée à partir de 2000 un organe permanent avec un secrétariat général du Conseil de sécurité collective ; trois « groupes régionaux de forces » comprenant chacun un commandement

¹ Ce quartet comprend outre la Russie, l'Union Européenne, les Etats-Unis et les Nations Unies.

unifié et des programmes d'armement communs sont créés dans les parties ouest (Russie-Biélorussie), centrale (Russie-Kazakhstan-Kirghizistan-Tadjikistan) et méridionale (Russie-Arménie) de la CEI ; enfin, une force collective d'intervention rapide est créée, avec quatre bataillons issus de chacun des quatre pays (Russie, Kazakhstan, Tadjikistan et Kirghizistan) et un commandement unifié stationné à Bichkek. Dans le domaine économique, la création de l'Union économique eurasiennne en octobre 2000 à Astana entre la Russie, la Biélorussie, le Kazakhstan, le Kirghizistan et le Tadjikistan permet plusieurs avancées concrètes : les décisions y ont un caractère obligatoire. Dès 2001, les échanges entre les partenaires signataires augmentent de 38%. La Russie et le Kazakhstan conviennent d'une augmentation des quotas de transit pour le brut extrait au Kazakhstan et d'une coopération à long terme dans le domaine énergétique. Les projets du gazoduc sous-marin russo-turc et de l'oléoduc Tengouiz-Novorossir (CPC) sont relancés.

Les relations avec l'Union Européenne subissent également une accélération et un approfondissement. Ainsi, après l'élargissement de l'Union de 15 à 25, la part de cette région dans le commerce de la Russie est passée de 38 à 50%. Avec l'élargissement et l'UE comme premier partenaire commercial, la Russie est consciente qu'il n'y a pas d'alternative à une relation forte et stabilisée UE-Russie. En particulier, la construction d'un partenariat politique UE-Russie qui aurait pour objectif la sécurité et la stabilité du continent européen et dans lequel elle aurait un rôle à parité avec l'UE (idée d'opérations et d'actions conjointes) est une demande russe désormais récurrente¹. Dès octobre 2001, les mécanismes de dialogue sur la sécurité sont renforcés. Le Sommet de Saint-Pétersbourg du 31 mai 2003 permet de franchir une nouvelle étape dans la relation UE-Russie en décidant la mise en place d'espaces communs russo-européens (Economie, Justice et Affaires intérieures, Sécurité extérieure, Recherche et Education). Les problèmes liés à l'élargissement de l'UE ayant été surmontés lors du Conseil de Partenariat Permanent du 27 avril 2004, le sommet UE-Russie de Moscou (21 mai 2004) avance vers la mise en œuvre du plan d'action sur les 4 espaces. L'Europe affirme et promet par ailleurs son soutien à la Russie en vue de son adhésion à l'OMC². Enfin, un signe politique est donné lorsque

¹ Un accord est signé avec Europol à ce sujet en 2003.

² Les principales difficultés à ce soutien étaient les droits de survol discriminatoires sur la Sibérie, l'accès au marché russe des télécommunications, la tarification du prix de l'énergie –les tarifs domestiques sont le cinquième de ceux appliqués aux acheteurs étrangers- et le monopole de l'entreprise gazière Gazprom. La Commission européenne a obtenu partiellement satisfaction en matière d'ouverture à la concurrence des secteurs des télécommunications, des transports, des services financiers. En revanche, les droits de survol de

Mikhaïl Fradkov, ancien ambassadeur de Russie auprès de l'UE est nommé chef du gouvernement russe.

Dans le domaine transatlantique, un Conseil OTAN-Russie est créé en mai 2002 à Rome. Il s'agit d'une instance de dialogue et d'une structure de travail en vue d'une participation aux opérations de maintien de la paix et de gestion des crises, aux opérations contre-terroristes, aux systèmes de défense anti-missiles de théâtre, à la lutte contre la prolifération, à la recherche et au sauvetage en mer. D'autres domaines d'action pourraient y être adjoints par consentement mutuel. Un travail est par exemple engagé sur la sécurité des frontières dans les Balkans et pourrait aboutir à la définition de positions communes, ce qui montre bien le chemin parcouru depuis 1999. La Russie a également participé à un exercice de gestion civile de crise en juin 2004. Elle possède au sein de ce Conseil les mêmes droits et prérogatives que les autres membres. De plus, une mission militaire de l'OTAN est ouverte à Moscou. Il apparaît que les blocages culturels et structurels qui ont longtemps caractérisé les relations transatlantiques sont en passe d'être levés.

Enfin vers l'Asie, la Russie relance le groupe de Shanghai qui devient en 2000 l'Organisation de Coopération de Shanghai, (OCS)¹. Les questions communes de sécurité sont abordées notamment la surveillance des frontières et la lutte contre les trafics et le terrorisme. Des manœuvres militaires communes ont eu lieu en 2003, et le résultat le plus probant est la suppression des bases arrières des mouvements Ouïgours au Kirghizistan. Le triangle stratégique Russie-Inde-Chine, amorcé par Evgueni Primakov² dès 1998 est lui aussi préservé.

Ces relations tous azimuts, relancées aussi bien vers l'Europe que vers l'Atlantique, la CEI ou l'Asie, sont voulues comme des relations de parité, et passent pour la Russie par un développement économique. Au printemps 2003, Vladimir Poutine fixe comme objectif à son pays le doublement du produit intérieur brut en dix ans.

On note donc une cohérence dans la politique extérieure russe de Vladimir Poutine qui tranche avec l'aspect brouillon de celle menée par Boris Eltsine. Les outils de la puissance russe ont été rééquilibrés vers davantage de réalisme et de pragmatisme, la prééminence

la Sibérie ne seront pas revus avant 2013, le monopole de Gazprom ne sera pas remis en cause, mais les tarifs domestiques de l'énergie seront doublés d'ici 2010.

¹ L'OCS comprend la Russie, le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan, l'Ouzbékistan, la Chine.

² Evgueni Primakov a été ministre des affaires étrangères de 1996 à 1998.

militaire cède peu à peu la place à l'économie, et la Russie, en dépit de nouveaux traumatismes, retrouve sa place sur l'échiquier mondial et reprend même l'initiative dans de nombreux domaines. L'enjeu pour Poutine consiste désormais à valider ces premiers succès et à maintenir le cap lors de son second mandat.

TROISIEME PARTIE :

LORS DE SON SECOND MANDAT, POUTINE POURRA-T-IL MAINTENIR LE CAP ?

3.1 TOUJOURS PLUS D'OUVERTURE ?

Le 14 mars 2004, Vladimir Poutine est réélu président de la Fédération de Russie avec 71% des voix. Ce plébiscite peut être interprété de deux façons : ou la Russie est victime d'une dérive autoritaire, ou les Russes ont donné carte blanche à leur président pour continuer les réformes entreprises en 2000. Si au plan intérieur la situation est contrastée, il semble que dans le domaine de la politique extérieure la seconde hypothèse soit à privilégier.

3.1.1 De nouveaux défis

L'année 2004 a peut-être été une année charnière dans le domaine de la politique extérieure russe.

D'un part le cadre d'action de Vladimir Poutine à l'aube de son second mandat a considérablement évolué si on le compare à ce qu'il était il y a quatre ans : la Russie est devenue frontalière de l'Union européenne et de l'OTAN, elle est devenue un partenaire digne d'intérêt dans le contexte de l'après 11 septembre, des troupes américaines sont présentes sans doute durablement sur le sol de la CEI.

D'autre part, les défis à relever dans la prochaine décennie sont considérables : la Russie s'apprête à assurer la présidence du G8 en 2006, elle est en marche vers l'OMC avec le soutien de l'Union européenne, l'évolution de la géopolitique des hydrocarbures et du Moyen Orient lui confère un rôle de premier plan, elle ambitionne de doubler son produit intérieur brut d'ici dix ans, elle a ratifié le protocole de Kyoto, et la Chine est en train de s'éveiller à sa porte.

Dans ce contexte, le président russe choisit de modifier son équipe : Igor Ivanov, ministre des affaires étrangères, est remplacé à ce poste par Sergueï Lavrov. Celui-ci est l'ex-ambassadeur de la Russie à l'ONU. Ivanov n'est pas écarté, mais appelé au Kremlin comme secrétaire du Conseil de sécurité russe. De plus, en nommant à la tête du nouveau gouvernement Mikhaïl Fradkov, ancien représentant de Moscou auprès de l'Union européenne et émissaire présidentiel chargé du développement des relations avec l'UE, Vladimir Poutine envoie un signal à l'Europe qui laisse à penser que le président russe souhaite défendre plus résolument, dans son second mandat, son

projet européen, mis en cause par les divergences internes et les évolutions internationales post-11 septembre. Certains y voient le signe d'une rupture, d'autres celui d'une continuité.

Alors, comment peut évoluer la politique extérieure russe ? Certes il semble indispensable de prolonger, voire d'approfondir, la relation avec l'Union européenne, et de dépasser les querelles qui ont souvent freiné la construction d'un véritable partenariat. Mais par ailleurs, l'explosion chinoise, nouveau poumon économique mondial, ne peut laisser le voisin russe indifférent, et aura certainement des conséquences sur le développement de son Extrême Orient comme de ses régions riches en hydrocarbures. Pour cela, la Russie pourra s'appuyer sur l'avantage que lui confère sa situation géographique centrale. Elle possède en effet une profondeur stratégique, aussi bien vis-à-vis du géant européen que du géant asiatique, grâce à son immensité mais aussi parce que le partenariat avec certains pays de la zone charnière de l'Asie Centrale fonctionne bien.

3.1.2 Le discours aux ambassadeurs : fondateur ?

Le 12 juillet 2004, Vladimir Poutine prononce devant ses ambassadeurs réunis à Moscou un discours. Cet événement rare¹ mérite que l'on s'y attarde, car on peut estimer qu'il est, à la manière du discours aux ambassadeurs du Président de la République en France, l'expression de la vision stratégique du chef de l'état, des orientations à suivre, des axes prioritaires en matière de politique extérieure. Au cours de cette allocution, le chef de l'état souligne le lien existant entre la politique extérieure et celle menée à l'intérieur, que ce soit dans les domaines de la sécurité ou du développement économique. Concernant les axes prioritaires de l'action diplomatique, le chef de l'état déclare que la Communauté des Etats Indépendants est «le principal d'entre eux », et que la Russie a vocation à y exercer le leadership. Il souligne cependant la nécessité de poursuivre, d'appuyer et d'approfondir les processus d'intégration dans les organisations interrégionales, en premier lieu la Communauté Economique Eurasiatique² et l'Espace économique unique que sont en train de créer la Russie, l'Ukraine, la Biélorussie et le Kazakhstan. La Russie pourrait mener cette stratégie selon trois axes : fédérer les peuples slaves des pays voisins autour de valeurs communes permettant d'envisager des projets et des coopérations de développement, stabiliser la situation politique et sécuritaire dans la région du Caucase, maintenir le lien historique avec l'Asie Centrale afin de faciliter la politique énergétique. La relation avec les Etats-Unis est abordée sous l'angle de la lutte conjointe contre le terrorisme international, le maintien de la stabilité stratégique et le contrôle des armements.

¹ Le précédent discours avait eu lieu en 2002, et le précédent en 1986 !

² La Communauté Economique Eurasiatique comprend la Russie, la Biélorussie, le Kazakhstan, le Kirghizistan et le Tadjikistan.

Poutine fait part de prémisses permettant d'envisager un partenariat à long terme. Au sujet de sa relation avec l'Union européenne, il souligne que les éléments moteurs de cette relation sont l'Allemagne, la France, et l'Italie. Le développement d'une coopération sur un pied d'égalité est nécessaire, aussi bien avec l'Union qu'avec l'OTAN. Quant à la relation avec l'Asie, « pôle du développement économique mondial », elle pourrait permettre de mieux régler certains problèmes intérieurs, voire de développer certaines régions comme la Sibérie ou l'Extrême-Orient. Plus généralement, Vladimir Poutine appelle ses diplomates à utiliser toutes les possibilités pour créer un ordre mondial répondant aux intérêts de la sécurité et du développement économique et social de la Russie.

Ce discours aux ambassadeurs montre bien la vision « poutinienne » du rôle de la politique extérieure : celle-ci, dans l'état actuel de la Russie, doit appuyer au maximum toute possibilité de développement économique et social de son pays, et contribuer au règlement des problèmes et tensions intérieurs. Mais en même temps, c'est bien une économie forte qui peut conférer la crédibilité et la puissance. Il souligne bien l'interaction de l'intérieur et de l'extérieur : une diplomatie cohérente et une situation intérieure stable doivent permettre à la Russie d'accroître la compétitivité de son économie, d'élever son produit intérieur brut de manière significative, et de s'intégrer au sein du système économique mondial. C'est bien cette vision stratégique qui a été mise en œuvre lors du premier mandat, et l'on peut supposer à l'issue de ce discours que la diplomatie russe va se développer selon les mêmes errements : pragmatisme et capitalisation sur les atouts historiques, culturels, géographiques, énergétiques, conjoncturels.

3.1.3 Les limites de l'ouverture à tout prix

Cependant, à l'intérieur comme à l'extérieur, la politique russe ne se déroule pas toujours sans à-coups, et cette volonté d'ouverture tous azimuts se heurte parfois à des obstacles qui montrent les limites de cette œuvre ambitieuse.

Au sein de la classe politique russe et même de l'appareil d'état, la vision stratégique de Poutine ne fait pas l'unanimité: au parlement comme au ministère des affaires étrangères, certains demeurent réticents à tant d'ouverture, et le président doit, en interne, faire preuve de pédagogie pour imposer ses vues, en particulier sur la relation avec le partenaire américain. Ceci provoque parfois, vu de l'extérieur, l'impression d'un discours confus, alambiqué, dans lequel les susceptibilités des uns et des autres doivent être préservées. Il faut dire que l'« économisation » de la politique extérieure russe pointe cruellement les déficiences de l'économie russe, et chacun se rend bien compte que la Russie n'est plus le Grand dont on conserve la nostalgie. L'économisation a également conféré aux compagnies pétrolières une importance qu'elles n'avaient pas auparavant, et la crise irakienne en 2002-2003 a montré, à travers la position

ambiguë de la Russie au Conseil de sécurité des Nations Unies, que la perspective de l'exploitation ultérieure des ressources irakiennes était prise en compte.

A l'extérieur, les limites aux initiatives tous azimuts de Poutine sont également nombreuses. Au sein de la CEI, certains accords énergétiques sont régulièrement l'objet de tensions et de remises en questions de la part des nouveaux états indépendants. Les « dérives impériales » ont encore lieu épisodiquement, et ont un impact très négatif sur le crédit à accorder à ces discours d'ouverture : la crise géorgienne en décembre 2003, la révolution orange en Ukraine à l'automne 2004 ont mis en lumière une Russie qui est encore jalouse de ses prérogatives dans son pré carré. L'erreur d'appréciation de Vladimir Poutine à propos de la crise ukrainienne, son soutien aveugle au président déchu Koutchma, sa conviction qu'une évolution démocratique en Ukraine est forcément une évolution anti-russe ont montré les limites de la tolérance russe. Cet épisode a tendu les relations avec l'Union européenne une fois de plus : avec les problèmes liés aux droits de l'Homme en Tchétchénie¹, certains se demandent s'il n'y a pas un différentiel culturel entre l'Occident, l'Europe en particulier, et la Russie. S'il n'y a pas de choc des valeurs ni une absence totale de valeurs communes, un décalage existe effectivement dans les mentalités entre le monde ouest-européen et le monde russe, ce qui crée souvent des incompréhensions. En 2004, un rapport de l'Union européenne déclare qu'elle entend désormais conduire ses relations avec la Russie selon ses propres intérêts, et non en fonction d'intérêts communs. Pourtant le règlement a priori en douceur et en liaison avec les Etats-Unis de la « révolution des tulipes » au Kirghizistan en mars 2005 semble montrer que la leçon ukrainienne a été retenue.

Un autre frein à la pleine intégration de la Russie dans le jeu géopolitique mondial est lié aux problèmes de prolifération : la Russie est souvent soupçonnée de manque de transparence dans ce domaine, que ce soit pour la sûreté de ses installations nucléaires ou la coopération avec certains états classés « voyous » par les Etats-Unis : la Russie a ainsi fourni à l'Iran du combustible nucléaire pour la centrale nucléaire iranienne de Bushsher. Même si l'Iran n'est pas un partenaire idéologique pour la Russie, mais uniquement commercial, et si la Russie s'est engagée à mettre en place des techniciens dans la centrale pour garantir le bon usage du combustible, cette coopération est un grain de sable supplémentaire entre la Russie et les Etats-Unis.

Enfin, ces objectifs stratégiques réaffirmés se heurtent à un autre défi, celui de la crise démographique. La Sibérie a perdu 2,2 millions d'habitants depuis 1989, soit près de 10 % de sa population. La Russie elle-même est un pays qui perd un million d'habitants chaque année. Par

¹ La Russie est régulièrement « condamnée » par le Conseil de l'Europe, dont elle est membre depuis 1996, à cause de la Tchétchénie.

ce seul facteur démographique, la Russie apparaît vouée au déclin, et cette perspective, dans quelque pays qu'elle survienne, est un obstacle majeur à un développement ouvert, basé sur une relation d'égal à égal. Elle est même un facteur majeur de repli sur soi. Ce collapsus démographique est particulièrement cruel dans l'Extrême Orient russe, où émerge une puissance en devenir : la Chine.

3.2 D'UNE RUSSIE EUROPEENNE VERS UNE RUSSIE ASIATIQUE ?

3.2.1 De l'obsession américaine à l'obsession chinoise.

Nous avons vu précédemment que la diplomatie russe est passée d'une multipolarité à une multivectorialité. La relation russo-américaine, un temps placée sous le signe d'un " partenariat stratégique " axé essentiellement sur la lutte contre les nouvelles menaces, s'est révélée lourde d'ambiguïtés : la Russie n'a pas obtenu de ce partenariat les avantages qu'elle en escomptait (reconnaissance de la légitimité des préoccupations russes concernant l'élargissement de l'OTAN); elle a dans le même temps maintenu des relations avec les pays désignés par les Etats-Unis comme " l'axe du mal ", et son opposition à l'intervention militaire en Irak en 2002-2003 a surpris Washington, qui a toujours cru que la Russie finirait par se rallier à ses arguments en faveur de l'adoption d'une seconde résolution au Conseil de Sécurité. L'intervention américaine en Irak, de même que la dénonciation du Traité ABM et l'élargissement de l'OTAN jusqu'aux frontières de la Russie, est apparue aux yeux des Russes comme la manifestation d'un unilatéralisme inhérent à la politique étrangère des Etats-Unis, alors même que la diplomatie russe s'est largement appuyée sur l'appartenance aux instances multilatérales pour affirmer sa vocation à la puissance et, par conséquent, à une relation spécifique avec Washington. A la suite de cette déception, et pour tenter de contrer les Etats-Unis dans leur quête de puissance, la Russie peut être tentée de se tourner vers un nouveau partenaire. Quel pourrait être ce partenaire ?

Nous avons vu également que le partenariat avec l'Europe ne va pas sans mal, les relations russo-européennes sont chaotiques, alternant positions communes et déclarations péremptoires.

Dans ce contexte, l'Asie pourrait être ce partenaire. C'est ainsi que Vladimir Poutine déclarait « Nous savons que la Russie est à la fois pays d'Europe, et d'Asie », lors d'une visite officielle à Pékin, (17-19 juillet 2004), visite dont les observateurs ont cru noter qu'elle marquait une inflexion historique de la diplomatie russe dans un sens asiatique. Car le développement des richesses sibériennes en partenariat avec les Etats du Pacifique et du sud-est asiatique constitue un projet récurrent de coopération régionale, qui s'inscrirait pleinement dans l'« économisation » de la diplomatie russe. Plusieurs grands projets destinés à exporter des

hydrocarbures ou de l'électricité russe vers la Chine, le Japon et la Corée sont prévus dans un proche avenir.

Membre de l'Asia Pacific Economic Forum (APEC), la Russie a obtenu de participer aux négociations sur le dossier Nord-Coréen. Vis-à-vis du Japon, elle s'efforce de développer ses relations économiques indépendamment du règlement du contentieux sur les îles Kouriles. Ainsi, elle a à la fin de 2004 annoncé que le projet de construction d'un oléoduc qui devait desservir soit la Chine soit le Japon se dirigera finalement vers le port de Nakhodka ; elle a donc dans ce domaine privilégié les exportations vers le Japon. La Russie bénéficie également de liens traditionnellement forts avec l'Inde, mais s'est efforcée de ne pas s'aliéner le Pakistan (tentative de médiation sur le conflit au Cachemire à la Conférence d'Almaty sur la Sécurité et les Mesures de Confiance en Asie, juin 2002).

Enfin une politique asiatique ne peut se faire aujourd'hui sans une relation avec le géant en devenir chinois. Ces deux états ont en effet une frontière commune, ils sont impliqués dans la stabilisation de l'Asie Centrale, ils sont engagés dans les mêmes organisations collectives sécuritaires ou économiques, ils ont des intérêts énergétiques et économiques communs. L'émergence chinoise est aujourd'hui un élément clé de la politique régionale russe en Asie, et pourrait devenir à terme la nouvelle « obsession » russe. Cette relation est encore à construire, et il est difficile aujourd'hui de savoir si elle s'établira sur la base d'un partenariat ou d'une concurrence.

3.2.2 Russie- Chine : vers un partenariat privilégié ?

Par la signature d'une "Déclaration de Pékin", et de trois accords de coopération (énergie, banque et éducation), la visite de Poutine en 2004 est censée avoir renforcé le partenariat stratégique russo-chinois signé en 1996. Il a été aussi question de relancer les ventes d'armes, commerce bilatéral si prospère durant les années Eltsine. Les deux puissances régionales sont-elles à l'aube d'une relation forte et durable ? Les réalités économique et politique sont-elles conformes à ces annonces ?

Une analyse des chiffres montre une certaine faiblesse des échanges entre les deux partenaires. Ainsi, le commerce bilatéral avec la Chine a représenté 20 milliards de Dollars en 2004¹. La Chine est le 5ème fournisseur et le 2ème client de la Russie, loin derrière l'Union européenne (qui représente 52% des exportations russes et 45% de ses importations). Ses achats ne représentent que 7% des exportations russes. Pour la Chine, la Russie est le 8ème fournisseur

¹ Source : FMI et Financial and economic research international

(avec 3% des importations chinoises seulement) et ne figure pas dans les dix premiers clients de la Chine¹ ! Malgré des complémentarités évidentes, notamment dans les domaines de l'énergie et des armements, les échanges entre les deux pays demeurent limités et déséquilibrés en faveur de la Chine.

L'étude sécuritaire montre également une certaine divergence d'intérêts. Si l'on considère une région sensible, celle de l'Asie Centrale, il est possible d'imaginer qu'elle pourrait à terme devenir une zone de conflit de puissance entre les deux états. En effet, cette région revêt pour la Chine un triple intérêt:

- Un intérêt sécuritaire: La Chine doit assurer la sécurité du Xinjiang face aux nouvelles républiques d'Asie centrale. Elle craint notamment une menace venant de l'ethno nationalisme, car cette province a des liens culturels, ethniques et religieux avec les tadjiks et les ouzbèks. Au point de vue linguistique, les langues ouïgours et ouzbèks sont très voisines. La Chine craint également que ces pays ne servent de base arrière au mouvement séparatiste ouïgour. D'autre part la Chine cherche elle aussi à contrer la présence américaine dans la région, elle considère donc Moscou comme une sorte d'instrument qu'elle pourra utiliser facilement et sûrement pour s'opposer à une pénétration américaine durable.

- Un intérêt économique : L'Asie centrale est à la fois un marché potentiel et une zone riche en matières premières. Pour favoriser les échanges avec l'extérieur mais aussi pour arrimer davantage la région autonome du Xinjiang au centre de la Chine, les autorités ont mis l'accent sur le développement des infrastructures de transport (routes, chemins de fer, aéroports) et de télécommunication tant entre le Xinjiang et l'Asie centrale qu'entre la province et le centre de la Chine. Ainsi, un accord a été signé avec Astana (Kazakhstan) afin d'autoriser le transit des exportations Kazakhes par les lignes ferroviaires chinoises vers le port chinois de Lianyungang sur la côte pacifique.

- Un intérêt énergétique : L'intérêt de Pékin à l'égard des ressources énergétiques de l'Asie centrale entre évidemment dans le cadre de sa recherche de fournisseurs fiables et d'une diversification de ses approvisionnements nécessaires non seulement à la poursuite de son essor économique mais aussi au renforcement de sa sécurité énergétique. Dans cette optique, la China National Petroleum Company a acquis 60% de la compagnie kazakhe Aktobemupajjaz et s'est lancée dans un projet de développement du champ pétrolifère d'Uzen. Cela représente au total, 9,5 milliards de dollars d'investissements dont deux gazoducs (Kazakhstan- Chine et Kazakhstan-Iran via le Turkménistan).

¹ Ibid.

Cette analyse des intérêts chinois en Asie Centrale montre que l'Empire du Milieu entend lui aussi se poser en acteur régional majeur. A cet égard la concurrence avec Moscou risque d'être rapidement patente. Si l'on ajoute à cela la désertification de l'Extrême Orient russe en terme de population, face au surpeuplement asiatique, le rapport de force risque d'avantager rapidement la Chine et de créer une réelle crispation russe : entre 300 000 et 400 000 Russes auraient quitté cette région, tandis que de 40 000 à 2 millions de Chinois s'y seraient installés¹. Le grenier à matières premières de la Russie paraît désert face à l'Asie surpeuplée. Le « non choix » du débouché chinois de l'oléoduc sibérien fin 2004 est peut-être le signe avant-coureur de cette nouvelle rivalité, et de la nouvelle « obsession » russe.

La Russie cherche donc indiscutablement à développer ses relations asiatiques, même si les Etats-Unis sont un partenaire politique majeur et l'Union européenne le partenaire économique incontournable. Mais dans cette tendance, elle cherche à ménager l'ensemble de ses partenaires et ne privilégie aucun d'entre eux. Au sein de sa relation avec l'Asie, elle ne souhaite pas s'enfermer dans un tête-à-tête avec la Chine dont elle n'est pas sûre d'être vainqueur. Russie et Chine tentent de s'utiliser mutuellement pour contrer l'émergence de la puissance américaine dans la région. Dans cette partie d'échecs, il est encore trop tôt pour savoir qui sortira gagnant.

¹ M. VAIRON, conférence au Collège Interarmées de Défense, 24 mars 2005.

CONCLUSION

Les années Poutine ont correspondu à un renforcement sensible de l'influence de la Russie dans l'espace post-soviétique, après une décennie Eltsine placée sous le signe du déclin et dominée par les tendances centrifuges. Ce retour de la Russie repose sur une politique désormais fondée sur une évaluation plus réaliste des capacités du pays et sur une utilisation plus rationnelle de ses vecteurs d'influence économiques, politiques et militaires. Essor économique et pleine intégration dans la communauté internationale, par le développement de relations multilatérales et bilatérales, sont les deux principes de cette politique. Ce pragmatisme poutinien a permis au Kremlin d'obtenir des dividendes politiques de ses initiatives économiques, mais demeure soumis à un équilibre difficile à trouver et parfois précaire. La difficulté essentielle pourrait d'ailleurs venir de l'intérieur, tant les forces centrifuges avérées ou latentes sont multiples.

Vladimir Poutine a déclaré à l'issue de sa réélection qu'il ne briguerait pas de troisième mandat, conformément à la constitution. Force est de constater qu'il a été et demeure l'homme qui a su redonner une cohérence, une lisibilité, une ambition à la politique extérieure russe. Ce bilan favorable, qui s'inscrit dans la durée, pourrait l'inciter à se représenter, ou le contraindre à préparer sa succession bien avant 2008.

BIBLIOGRAPHIE

DOCUMENTS PRIMAIRES :

- « Concept de sécurité nationale de la fédération de Russie », Décret présidentiel n° 24, 10 janvier 2000.
- « Les relations OTAN-Russie : une qualité nouvelle », déclaration des Chefs d'état et de gouvernement des états membres de l'OTAN et de la Fédération de Russie, Rome, 28 mai 2002.
- « Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen concernant les relations avec la Russie », COM(04) 106, 9 février 2004.
- « Rapport d'information n° 317 » du Sénat, Annexe au procès verbal de la séance du 19 mai 2004.

OUVRAGES :

- BOYER Yves, FACON Isabelle (Dir), La politique de sécurité de la Russie, Entre rupture et continuité, Paris, Ellipses, 2000.
- DUBIEN Arnaud, « De la domination à l'influence ? La Russie de Poutine et les nouveaux Etats indépendants », La politique étrangère de la Russie et l'Europe, Bruxelles, PIE Peter Lang, 2004, pp.99-119.
- FACON Isabelle, « La politique extérieure de la Russie de Poutine – Acquis, difficultés et contraintes », Annuaire français des relations internationales, Paris, Bruylant, 2003, pp. 550-567.
- FACON Isabelle, « Le second mandat de Vladimir poutine : quelles tendances pour la politique extérieure russe ? », Annuaire stratégique et militaire, Paris, Odile Jacob, 2004, pp. 189-205.
- SPETSCHINSKY Laetitia, « Acteurs et mécanismes de la politique étrangère russe », La politique étrangère de la Russie et l'Europe, Bruxelles, PIE Peter Lang, 2004, pp. 73-97.

PERIODIQUES :

- FACON Isabelle, « Russie – UE, un rapprochement difficile », revue générale de stratégie AGIR, été-automne 2002, pp. 51-62.

- FACON Isabelle, « Les ambivalences de la transformation des forces armées russes », L'économie politique, n°21, janvier 2004, p. 60-74.
- GOMART Thomas, « Les trois enjeux du partenariat entre l'Union européenne et la Russie », Politique étrangère, n°2/2004, pp.387-398.
- GOMART Thomas, « Vladimir Poutine ou les avatars de la politique étrangère russe », Politique étrangère, n° 3-4/2003, pp. 789-802.
- MAU Vladimir, « Les relations Russie – Union Européenne », revue générale de stratégie AGIR, été-automne 2002, pp. 109-122.
- PANY Jean-Philippe, « La stratégie pétrolière russe », revue générale de stratégie AGIR, été-automne 2002, pp.129-144.
- PERRET Philippe, « OTAN – Russie : deuxième acte », revue générale de stratégie AGIR, été-automne 2002, pp. 43-50.
- SOLOVIEV Vadim, « La réforme militaire en Russie », revue générale de stratégie AGIR, été-automne 2002, pp. 63-76.

ARTICLES DE PRESSE :

- « Les forces armées russes ont dix ans », Le courrier des pays de l'Est, février 2002, pp.4-14.
- « Pays Baltes : La guerre des écoles », L'express, n° 2800, 28 février-6mars 2005, pp.62-70.

SOURCES INTERNET :

- Groupe de prospective du Sénat, <http://www.prospective.org>
- GROSHKOV Ivan, « U.S. Intelligence : Russia won't become a leader », WPS monitoring agency, http://www.wps.ru/e_index.html.
- Comité de liaison pour la solidarité avec l'Europe de l'Est, <http://www.colisee.org>.
- Ministère français des Affaires étrangères, <http://www.france.diplomatie.fr>.
- Sénat, <http://www.senat.fr>.

TABLE DES MATIERES

SOMMAIRE.....	2
INTRODUCTION	3
1 PREMIERE PARTIE :	4
En 2000, Poutine hérite d'une Russie affaiblie sur la scène internationale.	4
1.1 Un héritage lourd et difficile à défendre.....	4
1.1.1 Des difficultés intérieures.....	4
1.1.2 Des traumatismes extérieurs.....	6
1.2 Un souci majeur : capitaliser sur l'ex-empire soviétique	7
1.2.1 Le concept de sécurité nationale.....	8
1.2.2 La CEI.....	8
1.2.3 Le Traité de Tachkent	9
1.3 Des coopérations en devenir : Europe, Atlantique, Asie.....	10
1.3.1 L'Union Européenne.....	10
1.3.2 L'Atlantique	10
1.3.3 L'Asie.....	11
2 DEUXIEME PARTIE :	13
En quatre ans, Poutine rééquilibre et relance la politique extérieure russe.....	13
2.1 Un difficile mais nécessaire rééquilibrage des outils de puissance.....	13
2.1.1 Un appareil de sécurité toujours influent.	13
2.1.2 Une carte maîtresse : la diplomatie de l'énergie.....	15
2.2 Un environnement international délicat.....	17
2.2.1 L'élargissement de l'Union Européenne.....	17
2.2.2 L'élargissement de l'OTAN.....	18
2.3 le pragmatisme poutinien au service de la place mondiale de la Russie ...	19
2.3.1 De la multipolarité à la multivectorialité.	20
2.3.2 La fin de la politique de la chaise vide.....	20
2.3.3 des initiatives tous azimuts.....	21
3 TROISIEME PARTIE :	25
Lors de son second mandat, Poutine pourra-t-il maintenir le cap ?.....	25
3.1 Toujours plus d'ouverture ?.....	25

3.1.1	De nouveaux défis	25
3.1.2	Le discours aux ambassadeurs : fondateur ?	26
3.1.3	Les limites de l'ouverture à tout prix.....	27
3.2	.D'une Russie européenne vers une Russie asiatique ?.....	29
3.2.1	De l'obsession américaine à l'obsession chinoise.....	29
3.2.2	Russie- Chine : vers un partenariat privilégié ?.....	30
CONCLUSION.....		33
BIBLIOGRAPHIE.....		34
TABLE DES MATIERES.....		36